



« Nous continuerons à rassembler pour éviter un hold-up démocratique »

Après la « victoire incroyable » de la gauche, Sophie Binet exige du président de la République qu'il respecte le verdict des urnes. La secrétaire générale de la CGT revient sur l'urgence de répondre aux revendications sociales. Une intersyndicale doit avoir lieu ce 9 juillet.

Au second tour, le barrage républicain a empêché le RN de faire main basse sur Matignon. Est-ce une satisfaction ?

C'est une victoire incroyable. La mobilisation citoyenne a réussi à déjouer tous les scénarios catastrophes préparés depuis l'Élysée. Emmanuel Macron organise le chaos pour dérouler le tapis rouge à Jordan Bardella. La gauche a su s'unir sur un programme de rupture avec le macronisme malgré des divergences fortes. La majorité des syndicats, CGT et CFDT en tête, ont pris leurs responsabilités en appelant à barrer la route de Matignon à l'extrême droite. La clarté des désistements a contribué à battre en brèche la stratégie du « ni, ni » de la Macronie. Nous avons forcé la droite et le centre à reconstruire un barrage républicain, même fragile. Les électeurs ont pris leurs responsabilités. Le peuple français a réaffirmé que notre République, ce n'était pas l'extrême droite.

La CGT a soutenu le programme du Nouveau Front populaire (NFP). La gauche, en majorité relative, devra faire des compromis.

Quelles sont vos lignes rouges ?

Les exigences sociales doivent être entendues. La CGT scrutera de près les contenus sociaux du prochain exécutif. À commencer par l'abrogation de la réforme des retraites. C'est un point majeur. L'opposition à cette réforme a pesé lourd dans ce scrutin. Grâce à la pugnacité des organisations syndicales, nous avons déjà gagné l'abandon de la réforme de l'assurance-chômage. Ce n'est pas une petite victoire. La CGT veut des réponses claires sur l'augmentation des salaires, du point d'indice des fonctionnaires et des pensions. Le Smic à 1 600 euros était dans le programme du NFP. Cela correspond aux revendications de la CGT. Un calendrier doit préciser sa mise en œuvre. L'indexation des salaires est un impératif, car le RN prospère sur le déclasserement du travail. Enfin, des moyens doivent être débloqués pour nos services publics.

Quelles places pour les questions industrielles ?

Quand on ferme une usine, c'est un député du RN qui est élu. Les aides versées aux en-

treprises doivent être remises à plat et conditionnées. Le septennat d'Emmanuel Macron a été extrêmement profitable aux grandes entreprises. Elles ont bénéficié d'au moins 60 milliards de cadeaux supplémentaires en termes de baisse d'impôts et profitent chaque année de 170 milliards d'aides sans condition, ni contrepartie. Il faut une autre répartition des richesses. Le patronat doit passer à la caisse. La CGT attend des actes forts et rapides, notamment dans les luttes sociales en cours. L'avenir des centrales de Cordemais et Gardanne, mais aussi de la papeterie Chapelle Darblay, doit être garanti. La CGT réclame un moratoire sur les licenciements en cours. Enfin, la privatisation de Fret SNCF doit cesser, avec un moratoire sur le plan de discontinuité. La CGT se tient prête à proposer un plan de développement du ferroviaire au prochain gouvernement.

Quel profil doit aller à Matignon ?

La CGT n'a pas à faire le casting du futur exécutif. Mais une aspiration au renouvellement a émergé dans cette dynamique populaire. La gauche

est en situation de cohabitation avec Emmanuel Macron. Jusqu'au bout, le président essaiera d'empêcher une politique de justice sociale, avec la complicité du patronat. Il continuera à jouer les pyromanes. Le futur gouvernement doit se donner les moyens de durer, il doit être composé de personnalités qui rassemblent et répondent aux exigences sociales du monde du travail. Le pays est fracturé. Nous avons besoin d'une gauche de rupture capable de gouverner et d'apaiser le pays. La stratégie de clivage, du bruit et de la fureur, de polarisation, profite in fine à l'extrême droite. Nous n'avons pas besoin de jeter du sel en permanence sur le débat public. Le NFP a une obligation de réussite, il ne doit ni trahir ni décevoir.

Vous craignez des manœuvres de l'Élysée pour empêcher la gauche de gouverner ?

Par son silence, Emmanuel Macron cherche à s'asseoir sur le résultat des urnes. Le chef de l'État souhaite un gouvernement technique dans la continuité de sa politique néolibérale. Le résultat, nous le connaissons par avance et nous l'avons vu en Italie. Une coalition sans contenu social propulsera Marine Le Pen à l'Élysée en 2027. Il serait irresponsable de repartir sur une majorité relative composée des macronistes et des LR.

Quelles initiatives la CGT va-t-elle prendre ces prochains jours ?

Une intersyndicale se tiendra ce mardi soir. Avec les autres

organisations syndicales, nous continuerons à chercher à rassembler le pays autour de nos revendications sociales et à empêcher un hold-up démocratique. Le patronat a brillé par sa complaisance envers l'extrême droite. Il n'est pas question qu'il bloque de futures avancées sociales.

La société civile a maintenu une pression populaire sur les partis de gauche. Cet atelage doit-il perdurer ?

La CGT rencontrera tous les députés élus, sauf ceux de l'extrême droite. Sans la mobilisation de la société civile, des députés républicains de tous bords n'auraient jamais été élus. Durant ce mois de campagne, une repolitisation de la société s'est opérée : la jeunesse, le mouvement ouvrier, les intellectuels, une partie du monde de la culture et du sport, des journalistes... Les initiatives se sont multipliées. Il ne faut surtout pas laisser la politique aux politiciens. Ce souffle ne doit pas retomber, sinon Emmanuel Macron jouera avec le RN pour créer le chaos. La CGT continuera à se mêler des affaires politiques.

Le 7 juillet, le RN et ses alliés ont recueilli plus de 10 millions de voix. Le vote d'extrême droite progresse inexorablement dans le salariat. Comment inverser cette tendance ?

Nous sommes en sursis d'une arrivée du RN au pouvoir. La CGT alertait, souvent seule, de la progression de l'extrême droite chez les travailleurs. On ne pourra pas lutter contre le racisme sans lutter contre

l'antisémitisme, car ces discriminations prennent des formes distinctes mais ont des ressorts communs. Attention à ne minimiser ni l'un ni l'autre de ces fléaux et à surtout cesser de les mettre en opposition. Les actes racistes et islamophobes ont explosé ces dernières semaines sur les lieux de travail. Par exemple, à Enedis, une salariée s'est fait traiter de sale négresse. La CGT va interpeller le patronat : quelle politique va-t-il mettre sur pied pour lutter contre le racisme ? Nous proposerons à l'intersyndicale de se saisir de ces enjeux.

Les formations de gauche sont-elles encore audibles dans le monde du travail ?

C'est un axe de travail que nous devons aborder avec la gauche politique. Des bastions ouvriers, comme dans les Bouches-du-Rhône, l'Est, le Nord, la Seine-Maritime basculent à l'extrême droite. Ce n'est pas qu'un vote sanction vis-à-vis d'Emmanuel Macron. Dans une grande partie du salariat, l'extrême droite est un vote d'adhésion. Dans des duels face à la gauche, des salariés ont choisi le bulletin RN. La déstructuration du travail et l'explosion des collectifs de travail sont des accélérateurs de la progression du RN.

La question du travail doit-elle être centrale pour reconquérir les classes populaires ?

Oui. La gauche a trop délaissé le travail, tout comme les enjeux industriels. La gauche qui a gouverné sous François Hollande a démissionné face à la finance et a organisé le par-

tage de la pénurie au sein du salariat, en opposant les cadres et les ouvriers. Des partis de gouvernement ont eu pour seule proposition aux présidentielles le revenu universel. Au lieu de parler de salaire, la gauche a parlé de pouvoir d'achat. Des formations ont abandonné le combat pour l'amélioration collective des conditions de travail, en apportant des réponses segmentées pour la seule frange de celles et de ceux les plus en difficulté, en développant les aides sociales, tout en renonçant à affronter le capital. La gauche doit redevenir le parti du monde du travail.

Peut-on parler d'une même voix aux classes populaires de Seine-Saint-Denis, de Flixecourt ou de Saint-Amand-les-Eaux ?

C'est l'enjeu qui est devant nous. Sous le poids des muta-

tions du travail, les catégories populaires sont devenues diverses. Ces dernières sont profondément clivées par le vote RN. La question sociale rassemble largement. Nous devons faire comprendre aux travailleurs l'importance d'une expression de classe. Sinon, le patronat continuera de dérouler son projet antisocial. C'est en ce sens que l'extrême droite est le pire ennemi des travailleurs : elle les fracture en les mettant en opposition selon la religion, la couleur de peau, la nationalité ; pendant ce temps-là le patronat a une paix royale et se frotte les mains ! Cependant, l'abstention reste le premier parti des ouvriers. Nous devons aussi les convaincre de l'utilité de voter.

Comment analysez-vous le rôle de la CGT dans cette séquence ?

Je suis très fier du déploiement de la CGT depuis l'annonce de la dissolution. Plus de 3 000 adhésions ont été réalisées. La CGT aurait pu agir comme d'autres, en faisant primer ses intérêts électoraux, et ne pas affronter certains salariés. De nombreuses circonscriptions ont été gagnées à une poignée de voix. Sans l'investissement de la CGT, le résultat des urnes aurait été différent. Nous sommes restés fidèles à notre histoire. À chaque fois qu'une menace fasciste planait, la CGT a pris ses responsabilités. Nous avons tenté d'être à la hauteur de l'héritage de Benoît Frachon, Georges Séguy, Martha Desrumaux et Henri Krasucki. ■

par Naïm Sakhi

